

## A propos de la crise ministérielle en France

Le 6 novembre il fut beaucoup question du 6 février. Pour les centristes et socialistes il était évident qu'un nouveau danger menaçait la république et déjà ils présumaient que le « sage de Tournefeuille », abandonné par les radicaux allait se mettre à la tête des bandes fascistes pour instaurer son « pouvoir personnel ». Comme on se fit il n'en a rien été et Doumergue a fait place, on ne peut plus gentiment, à son compère Flandin lequel maintient l'essentiel des projets de son prédécesseur. Cependant la chute de Doumergue est interprétée partout comme un recul du fascisme, parce que selon le « Populaire » et l'« Humanité », le danger du « pouvoir personnel » serait même écarté. Mais qu'en réalité le cabinet Flandin soit plus à droite, par sa composition, que le cabinet précédent, qu'importe ? Que les projets de Marchandeaux interdisant les manifestations ouvrières, prévoyant aussi la dissolution des organisations prolétariennes, aient été repris par Flandin, cela n'a qu'une importance secondaire, comme d'ailleurs la réforme constitutionnelle visant le droit des fonctionnaires, que Flandin veut réaliser, lui aussi : l'essentiel c'est... barrer la route au fascisme.

Les centristes l'ont ouvertement proclamé : ils soutiendront tous ceux qui déclarent vouloir défendre les libertés démocratiques et combattre le fascisme. La C.A.P. de la S.F.I.O. a même été plus loin. Dans un manifeste lancé par elle, il est dit que le parti socialiste ne posera d'avance « aucune limite » au soutien d'un gouvernement de combat décidé à défendre les libertés républicaines contre le fascisme. Mais il en est d'autres qui veulent aussi lutter contre le fascisme. Flandin n'a-t-il pas déclaré à la Chambre vouloir résister aux factieux ? D'ailleurs, Doumergue lui aussi ne voulait-il pas sauver, à sa façon, la démocratie parlementaire ? En somme, il apparaît clairement que la bourgeoisie française est décidée à lutter contre « tous les factieux » dans la mesure où elle peut réaliser ses projets de réforme de l'Etat qui vont sanctionner juridiquement la désagrégation du prolétariat et sélectionner les forces de sa domination. La trêve continue, a dit Flandin, se présentant devant une Chambre de gauche épouvantée par l'idée de la dissolution. Et, en effet, pour autant que « trêve » veut dire attaques redoublées contre les ouvriers, les fonctionnaires, leurs organisations de classe, cela est parfaitement juste. Mais dans un certain sens Flandin marque une progression par rapport au cabinet précédent. Celle-ci réside dans les positions que centristes et socialistes ont adopté pour accentuer l'intégration des ouvriers au sein du régime existant. Pour bien saisir ce nouveau moment de l'évolution des situations en France, il sera nécessaire de rappeler brièvement les caractéristiques du cabinet du 6 février et d'indiquer les causes de sa dislocation en fonction du rapport des classes antagonistes.

Avec comme piédestal une Chambre à majorité de gauche, la bourgeoisie française secouée par la crise économique a fécondé un remous balayant les gouvernements radicaux socialistes pour y substituer une « Union nationale » capable d'appliquer fermement les mesures de compressions nécessaires et de porter à la classe ouvrière les coups vigoureux qui doivent la disloquer jusqu'à l'anéantissement total. Ce travail fut grandement facilité par le front unique, aujourd'hui front populaire, des centristes et socialistes concentrant les ouvriers pour la défense de la république et des libertés démocratiques. La réforme de l'Etat de ce gouvernement de « trêve »

devait être la consécration de cette attaque de fond déclenchée contre le prolétariat. De Herriot à Tardieu l'accord existait sur les points fondamentaux de la réforme projetée et ce n'est pas par hasard que les divergences se firent jour sur des questions secondaires telles les douzièmes provisoires et les prérogatives du Sénat en matière de dissolution. Il fallait appliquer un programme dirigé contre le prolétariat sans provoquer, par des manœuvres trop brusques, la réaction de ce dernier. Le cabinet Doumergue issu du 6 février n'avait pour but que de préparer le terrain, réaliser concrètement ce que Flandin va réaliser, sans peut-être modifier la lettre de la Constitution française. Au point de vue de la réalité l'hypothèse d'un nouveau 6 février était déplacée dès lors qu'il s'avérait que ce programme et la tâche de Flandin étaient le complément de l'œuvre de Doumergue. Il est suggestif de constater que Blum revendique à son initiative la chute du cabinet Doumergue, quand il est manifeste que Flandin se place à un point beaucoup plus avancé dans la lutte contre la classe ouvrière. Mais le nouveau ministère proclame parallèlement sa volonté de lutter contre tous les « factieux », ce qui pour les socialistes et centristes signifie évidemment un recul du fascisme. L'« antifascisme » qui se paye de mots, révèle encore une fois sa fonction en créant les conditions favorables au développement du plan de la bourgeoisie.

Du 6 février à la situation actuelle, la continuité des événements est parfaite : conversion du capitalisme vers la droite au moyen du gouvernement de trêve, rupture de la trêve première manière qui a apprêté l'arsenal pour la lutte contre les ouvriers, grâce aux centristes et socialistes liant le prolétariat à la défense de la démocratie et de la république, apparition de la « trêve manière Flandin » qui perfectionne l'attaque contre la classe ouvrière tout en donnant satisfaction aux radicaux socialistes et même aux socialistes et centristes qui, contre les projets de Doumergue, ont pris la défense du Sénat et du « droit » des élus du suffrage universel. Le cabinet de Flandin est donc appelé à montrer au prolétariat que son front unique gravitant autour de la défense de la domination de ses exploités peut empêcher l'avènement d'un « pouvoir personnel », peut arriver à constituer une « digue » contre le fascisme, mais à la condition de se prêter bénévolement aux mesures de compressions nécessaires au capitalisme, de se dissoudre complètement au sein du capitalisme.

La bourgeoisie française mise sur une conversion de son Etat démocratique parlementaire en un Etat démocratique « discipliné » en vue de la guerre. Pour résoudre les difficultés suscitées par la situation économique, le capitalisme français doit, inévitablement mater les ouvriers et éventuellement, en cas de nécessité, pouvoir dissoudre par la force leurs organisations. Mais il faut que les positions successives prises dans cette voie se dirigent vers une mobilisation de toutes les classes pour un dénouement dans la guerre. La réforme de l'Etat de Doumergue-Tardieu représentait, somme toute, une position correspondante à la série d'attaques entreprises par le gouvernement de « trêve » depuis son avènement, mais la réalisation constitutionnelle de cette réforme demandait un gouvernement « antifasciste » qui s'efforcera de mettre en diapason la situation intérieure de la France et l'application de la réforme même, en détournant l'attention des ouvriers de leur situation réelle, au nom d'une lutte contre le fascisme et pour la république et la démocratie.

Centristes et socialistes ont admirablement répondu aux besoins du capitalisme français. Ils ont d'abord salué Flandin comme une première victoire contre le fascisme, appelé les ouvriers à défendre les élus du suffrage universel et le Sénat dont les uns et les autres préconisaient jadis la suppression et enfin ils ont paralysé la réaction des ouvriers contre les projets de Doumergue en les enlisant aux côtés des « républicains sincères », autour de la défense de la démocratie. Actuellement, les ouvriers français se trouvent devant les paradoxes suivants : un gouvernement identique au précédent mais qui serait « moins fasciste » que le premier, bien qu'il applique